

Australie : empêchée de visiter plusieurs prisons, l'ONU suspend sa mission anti-torture

Les experts de l'ONU n'ont pas pu accéder à certains établissements pénitentiaires en raison d'un désaccord entre le gouvernement fédéral et les États australiens.



L'Australie est régulièrement accusée de mauvais traitements dans ses centres pénitentiaires (illustration). AFP/Jeff Pachoud



Par Le Parisien avec AFP



Le 24 octobre 2022 à 10h27

0

L'ONU a annoncé avoir suspendu lundi sa mission anti-torture en Australie, après que ses inspecteurs ont été empêchés de visiter [plusieurs prisons et centres de détention de l'île-continent](#).

Les inspecteurs de l'ONU - venus visiter des centres pénitentiaires dans le cadre d'un accord volontaire visant à prévenir la cruauté envers les détenus - ont déclaré avoir pris cette « décision drastique » après s'être vus refuser l'accès à « plusieurs lieux où des personnes sont détenues » ainsi qu'à « des informations adéquates et documents », malgré leurs demandes.

L'inspectrice principale Aisha Muhammad, juge de la cour suprême aux Maldives, a estimé que l'Australie se trouvait « en violation claire » de ses obligations internationales.

« En dépit de nos nombreux efforts pour expliquer notre mission préventive, cela n'a été clairement pas compris », a-t-elle déploré.

« Aucune excuse »

Seuls trois autres pays - le Rwanda, l'Azerbaïdjan et l'Ukraine - ont ainsi vu les missions anti-torture de l'ONU suspendues ou reportées.

L'Australie a ratifié en 2017 le protocole facultatif à la Convention des Nations unies contre la torture (OPCAT), engageant le pays à des réformes protégeant les détenus et soumettant les installations à des inspections.

« Il n'y a aucune excuse vraiment » pour expliquer « pourquoi on a fait obstacle à la délégation », a déclaré Steven Caruana, qui a coordonné l'organe australien de surveillance du respect de la Convention. « L'Australie a eu près de cinq ans pour se préparer à cette visite. L'Australie devra maintenant répondre de cette débâcle embarrassante devant le comité des Nations unies contre la torture », a-t-il déclaré.

Ce refus s'expliquerait par un désaccord entre le

gouvernement fédéral et les États australiens chargés d'appliquer la Convention. La Nouvelle-Galles du Sud et le Queensland, deux États de l'est australien, ont réclamé davantage de financement du gouvernement fédéral. Le premier, le plus peuplé du pays, a refusé aux inspecteurs de l'ONU l'accès à une petite prison, selon la délégation onusienne. Le second leur a interdit de visiter les unités de patients hospitalisés à l'intérieur des établissements de santé mentale, selon le département de santé du Queensland.



Les prisons, les centres de détention pour jeunes et les complexes d'immigration australiens sont régulièrement accusés de violations des droits humains, en particulier à l'encontre des communautés aborigènes.

L'Australie a jusqu'à janvier 2023 pour remplir ses obligations. Aucune sanction n'est prévue en cas de dépassement de ce délai, mais le pays pourrait être inscrit sur une liste de nations non conformes qui suscitent d'importantes préoccupations en matière de droits humains.

Dans la rubrique International

Chine : le congrès du parti communiste a montré des chefs «impitoyables», dénonce Ai Weiwei

Ukraine : «Personne ne serait dupe» en cas de «bombe sale», préviennent Paris, Londres et Washington

Abonnés «Votre mode de vie est en danger» : au Texas, Trumpet harangue ses partisans avant les élections de mi-mandat

 [VOIR LES COMMENTAIRES](#)

International



Chine : le congrès du parti communiste a montré des chefs «impitoyables», dénonce Ai Weiwei



Ukraine : «Personne ne serait dupe» en cas de «bombe sale», préviennent Paris, Londres et Washington



Abonnés **«Votre mode de vie est en danger»** : au Texas, Trumpet harangue ses partisans avant les élections de mi-mandat



DIRECT. Guerre en Ukraine : Paris et Berlin ne manifestent «aucune envie» de participer à une médiation, dénonce le Kremlin



La Corée du Sud réalise des tirs de semonce après l'incursion supposée d'un navire nord-coréen



Emmanuel Maprout à Rome : devant les religieux, l'appel à la paix en Ukraine



VIDÉO. L'Ukraine s'éclaire à la bougie après des frappes russes contre des centrales électriques



Ukraine : Moscou dit craindre une «bombe sale», Kiev nie et s'inquiète